Il est chargé, en outre, de recevoir en dépôt, pour minute, tous les actes et documents pour lesquels la loi prescrit cette formalité ou dont le possesseur veut assurer la conservation.

Art. 6. — Le notaire assure la conservation des actes qu'il instrumente ou reçoit en dépôt et veille à leur publicité et à leur diffusion dans les délais réglementaires.

Il en délivre, dans les conditions prévues par la loi, grosses, expéditions ou brevets.

Art. 7. — Dans le cadre général fixé par la législation en vigueur et sous réserve des dispositions de la présente loi en matière d'incompatibilité, le notaire peut être chargé, à titre professionnel, de mandats.

Art. 8. — Le notaire a le devoir de conseil ; il s'assure de la validité et de l'efficacité des actes instrumentés ou rédigés.

Dans ce cadre, il éclaire de ses conseils les parties, de manière à mettre les conventions de ces dernières en harmonie avec les lois qui doivent les régir et en assurer l'exécution. Il instruit également les parties de l'étendue de leurs obligations et de leurs droits respectifs : il leur explique tous les effets et engagements auxquels elles se soumettent et leur indique, enfin, les précautions et moyens que la loi exige ou fournit pour garantir l'exécution de leur volonté.

Art. 9. — Dans les limites de ses compétences et de ses attributions, le notaire peut, lorsqu'il en est sollicité, donner ses avis et conseils sans que cela n'entraîne nécessairement l'instrumentation ou la rédaction d'un acte quelconque.

Art. 10. — Avant d'entrer en fonctions, le notaire prête à l'audience de la cour de sa résidence professionnelle, le serment suivant :

« أقسم بالله الذي لا اله الا هو أن أقوم بعلمي أحسن قيام وأتعهد أن اخلص في تأدية وظيفتي وأكتم سر المهنة وأسلك في كل الامور سلوك الموثق الشريف.»

Art. 11. — Le notaire est tenu au secret professionnel ; il ne doit rien publier ni divulguer sauf autorisation expresse des parties ou exigences ou dispenses prévues par les lois et règlements en vigueur.

Art. 12. — Dans le cadre de ses compétences, le notaire est tenu de prêter ses services lorsqu'il en est requis, à moins que l'acte qui lui est soumis ne soit contraire aux lois et règlements en vigueur.

Art. 13. — Le notaire peut, dans le cadre des lois et règlements en vigueur en la matière et sous sa responsabilité, employer tout travailleur et préposé qu'il juge nécessaires au fonctionnement de l'office.

Les conditions d'aptitude professionnelle des personnels appelés à assister le notaire dans l'exercice de son office, sont, en tant que de besoin, déterminées par voie réglementaire.

Art. 14. — Sans préjudice des sanctions civiles, pénales et pécuniaires prévues par la législation et la réglementation en vigueur, tout manquement grave aux obligations de son office par un notaire peut entraîner sa suspension temporaire ou sa déchéance, suivant des modalités qui seront déterminées par voie réglementaire.

Chapitre II

Des incompatibilités

Art. 15. — Le notaire ne peut valablement recevoir l'acte :

- 1) dans lequel il intervient comme partie intéressée, représentant ou autorisant à un titre quelconque ;
- 2) qui contient des dispositions en sa faveur ;
- 3) qui intéresse personnellement ou dans lequel il intervient comme mandataire, administrateur ou à un titre quelconque :

a) un de ses parents ou alliés en ligne directe jusqu'au quatrième degré ;

b) un de ses parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement.

Art. 16. — Les parents et alliés du notaire au degré prohibé par l'article précédent ainsi que le personnel relevant de son autorité ne peuvent être témoins.

Les parents et alliés des parties contractantes peuvent servir de témoins certificateurs.

Art. 17. — Il est interdit au notaire soit par lui-même, soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement :

1) de se livrer à des opérations de commerce, de banque et, de manière générale, à toute autre opération à caractère spéculatif ;

2) de s'immiscer dans l'administration d'une société ;

3) de faire des spéculations relatives à l'acquisition et à la revente des immeubles, à la cession de créances, droits successifs, actions industrielles et autres droits incorporels ;

4) de s'intéresser dans une affaire pour laquelle il prête son concours ;

5) de se servir de prête-nom, en aucune circonstance, même pour des actes autres que ceux désignés ci-dessus ;

6) d'exercer cumulativement ou par son conjoint, la profession de courtier ou d'agent d'affaires ;

7) de laisser intervenir son préposé, sans mandat écrit, dans les actes qu'il reçoit ;